

—C'est presque une poignée sociale de nos jours, de parler français à la perfection.—J. Novicov.

Le Canadien

Organe officiel de l'Association Canadienne Française de l'Alberta

"DIEU ET PATRIE"

EDMONTON, ALBERTA, LE 17 JANVIER 1934

Vol. VI.

No 11.

Chez nous et ailleurs

MONTREAL.—L'épouse de l'archevêque de Montréal, qui s'entraîne elle-même aux recherches historiques et à la littérature, Mme E. Z. Macscoite, née Alice Godin, est décédée ici, à l'hôpital Notre-Dame, après un mois de maladie.

LONDRES.—Le Daily Mail vient de publier des déclarations faites par lord Rothermere sur le danger que constitue pour le territoire de la France la menace d'une attaque aérienne. En voici les principaux passages: "Je suis convaincu qu'aucun pays ne désire plus ardemment la paix que la France, mais cela ne suffit pas pour assurer la paix. La France, comme la Grande Bretagne, est en présence d'une situation qui a modifié de fond en comble le problème de la défense nationale. À savoir: qu'il n'existe pas de frontières ou de mers capables d'assurer la protection contre une menace venue de l'air."

LEIPZIG, Allemagne.—Marius van der Lubbe, jeune Hollandais de 24 ans a été exécuté mercredi pour avoir mis le feu au Reichstag qu'il avait avoué commis le crime, mais il a refusé à donner des renseignements sur les questions de savoir s'il avait des complices. Il fut condamné à mort le 23 décembre par la Cour Suprême, qui acquitta quatre autres accusés.

TORONTO.—M. Edmund Baird Ryckman, ex-ministre du revenu national, est décédé dans cette ville, jeudi. Il était dans sa 86^e année. On sait que M. Ryckman avait résigné son portefeuille il y a quelques mois, parce que sa santé était ébranlée.

ROME.—Alors qu'il pratiquait sur une malade une délicate opération obstétricale, le Dr Gioacchino Trillo, ressentit une faiblesse cardiaque. Il fit appel à toutes ses forces et poursuivit son opération, sauvant ainsi la vie de Mme Louis Giorgi Sorvallo et celle de son bébé. Il tomba mort en quittant la salle d'opération.

QUEBEC.—Soixante-trois aéronaves, qui seront conduites par des pilotes du Canada et des États-Unis, visiteront Québec le 24 juin prochain, a-t-on appris ici. L'envolée est organisée par l'Association d'aéronautisme canadienne.

MONTREAL.—Pour la deuxième fois en deux années consécutives le collège Ste-Marie, situé à 1180 rue Ste-Marie, a failli être la proie des flammes, ces jours derniers, à la suite d'un incendie survenu dans un débarras, en l'endrait même où le feu avait aussi pris naissance. Au dernier. Heureusement, de même que la première fois, les pompiers ont eu la raison des flammes, ayant été aidés par un système d'arrosiers automatiques. Les dégâts qui s'élevaient à quelque centaines de dollars, ont été surtout causés par l'eau.

BERLIN.—L'Allemagne usera de représailles à l'Angleterre essaie de compenser ce qu'elle perdrait en raison de la diminution des paiements sur les obligations allemandes, par l'abaissement d'une chambre des compensations pour contrôler les crédits dus à l'Allemagne. Une déclaration de la Banque d'Allemagne dit que si l'Angleterre agit de la sorte, l'Allemagne essaiera, de son côté, de contrôler les crédits dus à l'Angleterre.

MONTREAL.—Faisant remarquer que la chose est illégale mais apparemment pas immorale, le comité de propagande de l'Université de Montréal a annoncé au cours d'une réunion de professeurs, qu'une loterie, établie sur des reçus pour dons volontaires à l'Université afin de l'aider à sortir de ses difficultés financières, sera inaugurée prochainement.

AMSTERDAM.—Le gouvernement a ordonné à toutes les autorités provinciales et municipales de renvoyer tous les Nazis qui sont à leur emploi. La reine Wilhelmine a décrété la suppression du nazisme en Hollande avant de partir pour la Suisse.

CAMBRIDGE, Mass.—Une nouveauté, un nez mécanique, qui portera le nom scientifique d'omoscopie, et qui découvrira les impuretés dans l'eau potable, est la dernière nouveauté annoncée par l'Université Harvard. L'omoscopie promet la vie plus intense au sens de l'ordonné, néglige par notre civilisation moderne, en ce qu'il permettra de reconnaître les substances et de les sentir 100,000 fois tout, c'est bien cela, que la vie qu'on moyen d'un nez ordinaire.

Autour d'une loi provinciale

M. W. R. Howson déclare emphatiquement qu'advenant l'accession du parti libéral au pouvoir, il augmenterait les pouvoirs de la loi du rajustement des dettes

Devant un groupe considérable de partisans réunis au club des jeunes libéraux, M. W. R. Howson, chef provincial du parti libéral, déclara emphatiquement que jamais le parti libéral ne rappellerait la loi relative au rajustement des dettes (Deb. adjustment act). "Dans toutes les parties de la province, dit-il, les partisans du gouvernement Brownlee cherchent à insinuer que si un autre gouvernement venait à détenir le pouvoir, la loi du rajustement des dettes serait immédiatement révoquée et que les débiteurs deviendraient "à proie des loups". "Rien de plus faux que cette insinuation."

"Les libéraux ont fait clairement comprendre au cours de la dernière session qu'ils ne pensaient pas que la loi du rajustement des dettes avait une portée assez grande. Nous avons déclaré que cette loi devait s'appliquer à tous les débiteurs de la province qui s'étaient nonchamment de payer leurs dettes. "Nous avons fait remarquer que la loi telle que rédigée équivalait à reculer le jour de l'échéance et que lorsque les événements changeront, les dettes ajoutées à l'endettement des débiteurs ne leur feront pas payer leurs dettes."

"Nous sommes qu'en plus des clauses de la loi actuelle, il se trouvera dans chaque district judiciaire un comité qui fera compulser les débiteurs et les créanciers. Après avoir sérieusement étudié la situation financière d'un débiteur, le comité s'efforcera d'obtenir des créanciers une réduction de leurs réclamations concernant la dette, mais ne pourra pas réduire les dettes devant aussi s'appliquer à toutes les dettes, mais s'appliquer à toutes les catégories de débiteurs: fermiers, marchands, ouvriers, etc. "Plus vite notre population réalisera que les bienfaits d'une telle législation devraient s'appliquer à toutes les classes et à toutes les industries, plus vite nous nous achèverons vers la voie du progrès. Plus vite aussi ces gens qui disent qu'ils craignent que nous soyons jetés dans la gueule du lion réaliseront que la loi qui a été décidée à aller plus loin que le gouvernement Brownlee, mieux ce sera pour tout le monde."

"Il n'y a rien qui ait accompli plus de ravages en Alberta que cette politique de dresser des classes les uns contre les autres."

Dans la fin de son discours, M. Howson fit remarquer qu'il n'y a que les partisans de M. Brownlee qui soient dans les dettes. Les partisans de tous les autres partis ne sont pas mieux traités. Les partisans des U.F.A. devraient réaliser que la loi d'indemnité des dettes devrait aussi s'appliquer à toutes les catégories de débiteurs: fermiers, marchands, ouvriers, etc. "Plus vite notre population réalisera que les bienfaits d'une telle législation devraient s'appliquer à toutes les classes et à toutes les industries, plus vite nous nous achèverons vers la voie du progrès. Plus vite aussi ces gens qui disent qu'ils craignent que nous soyons jetés dans la gueule du lion réaliseront que la loi qui a été décidée à aller plus loin que le gouvernement Brownlee, mieux ce sera pour tout le monde."

"Il n'y a rien qui ait accompli plus de ravages en Alberta que cette politique de dresser des classes les uns contre les autres."

Dans la fin de son discours, M. Howson fit remarquer qu'il n'y a que les partisans de M. Brownlee qui soient dans les dettes. Les partisans de tous les autres partis ne sont pas mieux traités. Les partisans des U.F.A. devraient réaliser que la loi d'indemnité des dettes devrait aussi s'appliquer à toutes les catégories de débiteurs: fermiers, marchands, ouvriers, etc. "Plus vite notre population réalisera que les bienfaits d'une telle législation devraient s'appliquer à toutes les classes et à toutes les industries, plus vite nous nous achèverons vers la voie du progrès. Plus vite aussi ces gens qui disent qu'ils craignent que nous soyons jetés dans la gueule du lion réaliseront que la loi qui a été décidée à aller plus loin que le gouvernement Brownlee, mieux ce sera pour tout le monde."

"Il n'y a rien qui ait accompli plus de ravages en Alberta que cette politique de dresser des classes les uns contre les autres."

Dans la fin de son discours, M. Howson fit remarquer qu'il n'y a que les partisans de M. Brownlee qui soient dans les dettes. Les partisans de tous les autres partis ne sont pas mieux traités. Les partisans des U.F.A. devraient réaliser que la loi d'indemnité des dettes devrait aussi s'appliquer à toutes les catégories de débiteurs: fermiers, marchands, ouvriers, etc. "Plus vite notre population réalisera que les bienfaits d'une telle législation devraient s'appliquer à toutes les classes et à toutes les industries, plus vite nous nous achèverons vers la voie du progrès. Plus vite aussi ces gens qui disent qu'ils craignent que nous soyons jetés dans la gueule du lion réaliseront que la loi qui a été décidée à aller plus loin que le gouvernement Brownlee, mieux ce sera pour tout le monde."

"Il n'y a rien qui ait accompli plus de ravages en Alberta que cette politique de dresser des classes les uns contre les autres."

Un discours de M. Bennett

Parlant à Vancouver le premier ministre déclare que le Canada a tant escompté l'avenir qu'il faut s'arrêter à cette situation

VANCOUVER.—Parlant devant environ mille personnes, à l'assemblée annuelle du Board of Trade, M. Bennett déclara: "Nous avons eu de nombreuses difficultés devant nous. Je ne veux faire aucune allusion à de vastes plans d'entreprises publiques. Ce n'est pas l'endroit. De plus, une confiance aura lieu bientôt à Ottawa pour considérer ces choses. Notre pays a escompté l'avenir si sérieusement, qu'il lui faut s'arrêter et étudier la situation. Les États-Unis peuvent dépenser vingt millions de plus et leur chef par capita ne sera pas aussi considérable que celle du Canada. Les dettes de toutes sortes du Canada s'élevaient à près de \$9,000,000,000, et l'intérêt annuel est d'environ \$425,000,000. Et tout cela doit être payé par les contribuables. Dix millions d'habitants. Et si vous ne savez pas qui est responsable, regardez-vous comme il faut lorsque vous vous réveillez le matin. Je ne demande pas mieux que de ne pas dépenser plus d'argent, mais le problème est là."

"Le moment est venu, ajouta M. Bennett, où le Dominion, jaloux de son crédit doit s'arrêter avant de remettre d'autres choses qui ne seront pas sous son contrôle, vouloir faire allusion aux paiements consentis aux provinces sans aucun abandon d'autonomie de leur part."

"Le mouvement partait de la Ligue des Traders-Unions, organisme qui ne serait autre qu'un groupe de l'Internationale communiste. "Je sais ce que je dis, a déclaré le chef, quand j'affirme que ce mouvement part de Moscou."

Le directeur de la société a demandé la déportation de 30 agitateurs. Les ordres de déportation ont été émis. "Si ces leaders communistes n'ont pas été expédiés en Russie plus tôt, c'est qu'on n'avait pas encore rompu les relations diplomatiques avec ce pays."

Agitateurs communistes en Californie

LES ANGELES.—Affirmant que des grèves récentes survenues en Californie violaient un mouvement pour enrayer la déportation de 30 agitateurs, le chef de la Société, James E. Davis, a pris la décision de déporter ceux qui auront été convaincus d'agitation soviétique. Davis affirme que ses enquêtes lui ont révélé que presque partout où il y a eu des troubles, les auteurs en ont été des communistes. Le mouvement partait de la Ligue des Traders-Unions, organisme qui ne serait autre qu'un groupe de l'Internationale communiste. "Je sais ce que je dis, a déclaré le chef, quand j'affirme que ce mouvement part de Moscou."

Le directeur de la société a demandé la déportation de 30 agitateurs. Les ordres de déportation ont été émis. "Si ces leaders communistes n'ont pas été expédiés en Russie plus tôt, c'est qu'on n'avait pas encore rompu les relations diplomatiques avec ce pays."

Le directeur de la société a demandé la déportation de 30 agitateurs. Les ordres de déportation ont été émis. "Si ces leaders communistes n'ont pas été expédiés en Russie plus tôt, c'est qu'on n'avait pas encore rompu les relations diplomatiques avec ce pays."

Le directeur de la société a demandé la déportation de 30 agitateurs. Les ordres de déportation ont été émis. "Si ces leaders communistes n'ont pas été expédiés en Russie plus tôt, c'est qu'on n'avait pas encore rompu les relations diplomatiques avec ce pays."

Le directeur de la société a demandé la déportation de 30 agitateurs. Les ordres de déportation ont été émis. "Si ces leaders communistes n'ont pas été expédiés en Russie plus tôt, c'est qu'on n'avait pas encore rompu les relations diplomatiques avec ce pays."

Le libéral est vainqueur

Dans l'élection complémentaire de Calgary, le candidat libéral M. W. H. Ross, remporte la victoire par une majorité de 1,799

CALGARY.—Par une majorité de 1,799, M. W. H. Ross, candidat libéral dans l'élection complémentaire tenue à Calgary, lundi dernier, a remporté une solide victoire sur son plus proche adversaire, Mlle Amelia Turner, candidate C.C.F. C'est la deuxième défaite successive qu'éprouve Mlle Turner. Elle fut déjà défaite une première fois le 18 janvier 1933 par M. Norman Hindley, indépendant. A la dernière élection, elle a eu 3,009 voix, tandis que M. Ross en obtenait 10,799.

La victoire du candidat libéral ne change pas le nombre des députés libéraux, soit onze. Le parti fédéral-unifié qui compte 40 députés et le parti conservateur, 5, n'avaient pas mis de candidats sur les rangs. On obtient le total de 63 sièges de l'Assemblée en comptant 4 indépendants et 3 travaillistes. Comme on le sait, cette élection coïncidait avec la tenue du Congrès des députés libéraux, qui se tenait à la mort de M. George H. Webster.

Un hommage à la force de l'Eglise

Par le président de la Commission canadienne la tarification des principes de l'Eglise étaient appliqués, dit-il, il n'y aurait pas de troubles

OTTAWA.—L'hon. G. H. Sedgewick, président de la commission du tarif, dans une récente allocution a déclaré: "Si quelques-uns des principes de l'Eglise catholique étaient appliqués dans le monde entier aujourd'hui, il n'y aurait pas de trouble de nation à nation, ni entre le capital et le travail. L'application même dans la proportion de 50 pour cent—des principes de l'Eglise catholique, donnerait la solution de certains troubles qui affectent le monde à l'heure actuelle. En Russie, il existe un système totalement différent de ce que l'on trouve dans les autres parties du monde. Cette situation pourrait se répandre facilement dans le monde entier, mais le Canada serait l'un des pays les plus réfractaires à son introduction. La loi du Canada est une loi morale, il n'y a pas de fin à ce qu'elle peut accomplir à moins de la combattre fermement. "Je doute que l'Eglise, la Société des Nations, ou toute autre organisation puisse sauver la civilisation à l'heure actuelle. Pour moi, la seule réponse à tout cela se trouve dans l'Evangile. Mais le sentiment des individus envers l'Eglise ne doit pas être une affaire secondaire, mais bien une affaire morale dirigeante."

Peu le moment, les diplomates ici disent qu'ils ne connaissent rien de cette suggestion, mais l'organe officiel du Vatican consacre deux colonnes à un article de son directeur, Giuseppe Delia Terra, dans lequel il est dit que les relations entre le Vatican et les États-Unis sont tellement étroites que le fait de jeter un pont par dessus la séparation technique ne modifierait pas beaucoup la situation. Même après le discours du dernier ministre américain, Rufus King en 1887, dit Delia Terra, les relations "n'auraient pas pu se maintenir plus cordiales et plus fructueuses qu'elles l'ont été."

Citant le chiffre des catholiques et des organisations catholiques aux États-Unis, le directeur de l'Observateur ajoute: "Lorsque l'on considère"

En bons termes

Le Vatican et Washington n'ont pas besoin de renouer les relations diplomatiques

Bennett, King et Woodsworth

Les chefs des trois partis politiques canadiens signent un manifeste qui demande aux citoyens d'étudier les moyens d'assurer la paix mondiale

OTTAWA.—Dans une déclaration publiée conjointement les chefs des 3 partis politiques canadiens, le très hon. R. B. Bennett, premier ministre, le très hon. W. L. Mackenzie King, chef du parti libéral et M. J. S. Woodsworth, chef de la C.C.F., demandent au peuple canadien d'étudier comment la Canada pourrait contribuer à assurer la paix mondiale. En marge d'un projet que le La Ligue de la Société des Nations du Canada propose à l'attention de centaines de groupements, la semaine prochaine, ils déclarent que la paix mondiale n'a jamais été aussi menacée que maintenant. Le peuple canadien, disent-ils, se doit de coopérer à une œuvre de paix comme il a participé à la guerre.

Voici l'après des trois chefs politiques: "Le but de la politique extérieure canadienne est la paix, et ce but exprime le désir de tout Canadien. Mais la paix ne saurait être maintenue sans la connaissance des faits et l'effort conscient de tous les peuples démocratiques. "Pour cette raison, nous croyons que tous les Canadiens devraient étudier la situation de notre pays dans le monde ainsi que la contribution que le Canada peut apporter pour aider les organisations destinées à assurer la paix mondiale et la stabilité financière."

"La Ligue de la Société des Nations du Canada présente un projet d'études auxquelles tous les Canadiens devraient participer. Sans comment les détails du projet, nous recommandons au peuple canadien et nous invitons à se renseigner sur les questions qui préoccupent le monde à l'heure actuelle. "Sans aucun doute la paix mondiale est le but de tous les peuples. Nous leur demandons de travailler ensemble depuis la fin de la Grande Guerre. Les Canadiens ont fait noblement leur part dans cette guerre et savent trop bien ce qu'elle a coûté en sang et en argent, et combien elle fut terrible. "Un autre conflit du même genre mettrait en péril la civilisation occidentale. "Les citoyens de ce pays ont travaillé ensemble pendant la guerre. Nous leur demandons de travailler ensemble pendant la paix. Mais la violence et de la force dans les relations internationales, les principes de droit et de justice qui doivent régner dans une société humaine, nous invitons à nous unir pour la réalisation d'une société nouvelle, réformée dans la structure administrative du pays. "L'adoption du bill est assurée d'avance. "Ce système, dit le Duce, constitue une nouvelle synthèse. Il est supérieur à l'économie libérale et il s'élève au-dessus du socialisme. L'administration collective de la production, telle que garantie par l'organisation corporative, est le besoin le plus pressant que le monde économique actuel."

Représentant l'idée corporative comme "une discipline et une économie voulues par les intéressés eux-mêmes, le Duce ajouta, les corporations ou les organisations capitalistes productives elles-mêmes." M. Mussolini a promis que la plus stricte surveillance sera exercée afin que les prix, en vertu des privilèges consentis aux corporations, ne soient pas manipulés aux dépens des consommateurs. "Delle Torle dit que la réponse du président Wilson au message de paix du Pape Benoît XV lancé en 1917 et sa visite au Pape en 1919 furent des "parenthèses significatives" dans la situation diplomatique.

REGINA.—Le législateur de la Saskatchewan ouvrira entre le 16 et le 15 février, déclare l'hon. M. A. MacPherson, procureur général et premier ministre fédéral.

Winnipeg.—W.J. Tupper, C.R., serait nommé sous-secrétaire au ministre du Manitoba, en remplacement de l'hon. J.D. McGregor, qui a été nommé ministre fédéral, dit la Free Press de Winnipeg. M. Tupper est le troisième fils de feu Sir Charles Tupper, ancien premier ministre du Canada.

Chronique de l'A.C.F.A.

Dimanche prochain, au Juniorat, sera chantée une messe d'actions de grâces pour les larmes reçues dans le passé par l'A.C.F.A. et pour demander à Dieu de bénir nos travaux durant 1934. Lors de la dernière réunion de l'Exécutif il fut décidé de suggérer à chaque cercle de faire chanter une messe aux mêmes intentions, dès le début de l'année. Nous en avons parlé dans la dernière lettre circulaire aux cercles.

Le cercle de Lamoureux a eu son assemblée annuelle et les élections le 6 janvier. Le lendemain McLennan faisait la messe et chœur. Ce soir ce sera le tour de Legal et d'Alphonse. Beaumont.

D'après la constitution, l'Assemblée annuelle et les élections doivent avoir lieu durant le mois de janvier. Déjà la première moitié du mois est passée et beaucoup n'ont pas encore pensé à cette assemblée. Pour empêcher jusqu'au mois de mars ou avril pour avoir les élections et empêcher les nouveaux officiers de se mettre au travail! Le recrutement des membres doit se faire au commencement de l'année. Si tout le monde voulait se donner la main, il serait très facile de faire fonctionner l'Association sans avoir à parler de finances chaque mois. Nous sommes sages avoir deux sources de revenus: les cotisations et les cotisations. Les cotisations doivent se percevoir au début de l'année pour permettre à l'Association de faire son travail jusqu'à l'automne alors que les cotisations doivent alors être renouvelées.

Quelle différence y a-t-il pour un membre payer sa cotisation au début de l'année ou au milieu de juin ou juillet? S'il est assez convaincu pour faire partie de notre groupe, il donne sa cotisation dès le début; s'il n'est pas, il fera traîner la chose jusqu'au mois de juin et, ensuite, il trouvera que l'année est trop avancée pour payer et il ne nous aidera pas. Nous l'avons déjà dit et nous le répétons: si nous voulons que notre Association continue à vivre, il nous faut la coopération de nos membres et de nos cotisations et non celle des autres groupes. Un peu de coopération, s'il vous plaît!

Les cartes de membres actifs de l'Association pour 1934 ne sont pas encore imprimées. Nous espérons pouvoir les faire parvenir dès le début de février. Cependant si nous devons retarder un peu cette année, point n'est besoin de se décourager; dès que nous aurons reçu les rapports de chaque cercle nous enverrons ces cartes. Nous attendons les retours des cartes afin de pouvoir les faire imprimer. Par contre, les cartes de membres actifs s'envoient rapidement. Les réponses à cet appel sont très encourageantes. Nous nous attendons à ce que nous ne soyons pas encore mis à l'œuvre de la faire sans tarder. Le temps est limité; il est donc précieux. A date, le champion recruteur est un jeune homme de 65 ans qui n'habite pas loin d'Edmonton. D'après les renseignements reçus, il aurait recouvert plus de 400 membres-ans depuis le 20 décembre. C'est un membre de l'Exécutif qui n'a pas eu peur de sortir durant les temps froids et se geler la figure pour aller à la messe. Nous aurons l'occasion de revenir sur le sujet et de vous dire son nom. Nous donnons quelques idées la semaine dernière sur la manière d'aider le travail de l'Association en augmentant notre influence. Deux jours plus tard, nous passions dans le département postal d'un grand magasin d'Edmonton et là, nous avons vu deux commandes de Canadiens français écrites en anglais et, naturellement, un anglais les remplissait. Cette position devrait être occupée par un des nôtres, mais les Canadiens français qui envoient leur argent à cette maison ont pensé qu'il valait beaucoup mieux aider un autre à garder sa position que d'aider un Canadien français.

Dans un autre cas, on nous a dit que plusieurs Canadiens français avaient répondu en anglais à des lettres écrites en français. Dans un autre cas, un marchand d'articles religieux avait écrit en français à un centre exclusivement canadien-français, envoi des circulaires en anglais. Dans un autre cas, il y a quatre marchands dans un village 100, 100 canadiens-français. Tous de ces marchands canadiens-français nous envoient des lettres. L'autre ne pratique pas et il n'est pas de notre nationalité. Cependant il a presque la totalité de la clientèle. Est-ce logique? Demandez-vous si vous n'êtes vous-même pas de la préférence aux nôtres! Ils aimeraient être encouragés par les nôtres comme vous aimeriez l'être, si vous étiez en affaire.

LEO BELHUMEAU, secrétaire général.

Winnipeg.—W.J. Tupper, C.R., serait nommé sous-secrétaire au ministre du Manitoba, en remplacement de l'hon. J.D. McGregor, qui a été nommé ministre fédéral, dit la Free Press de Winnipeg. M. Tupper est le troisième fils de feu Sir Charles Tupper, ancien premier ministre du Canada.

Un danger toujours menaçant

C'est celui du communisme!

Bien sots sont ceux-là qui s'imaginent que la propagande communiste, qu'alimentent des doctrines mensongères du socialisme athée, doit être considérée comme exerçant peu d'emprise sur les foules.

Et pourtant, les sociologues vraiment dignes de ce nom, constatent que les peuples les plus en droit de se croire jusqu'ici à l'abri de l'influence du communisme, se sentent menacés et s'inquiètent avec raison de ce mouvement qui mine l'édifice social.

* * *

Les foules de notre vingtième siècle sont très impressionnables.

Les agents du communisme soviétique le savent et ne se font pas faute de se servir d'une telle impressionnabilité. C'est pourquoi, ils sont prodigieux de locutions spéciales, de formules et de promesses qui font prendre l'illusion pour la réalité.

La contagion des idées, lions-nous quelque part, est d'une rapidité phénoménale et malheureusement il ne manque pas de sujets prédisposés à en subir les effets dangereux.

La sempiternelle croyance au bonheur terrestre promis tyrannise la masse ouvrière, quand ce n'est pas la classe agricole, au point de la rendre esclave de son rêve.

L'envoyé soviétique secret au flair exercé a tôt fait de repérer, parmi les travailleurs, les plus sensibles, qui deviendront des apôtres.

Pasqués par ses affirmations habiles, ils se feront les préceptes, d'abord inconscients, de sa doctrine révolutionnaire. Bientôt s'évanouiront chez eux les vestiges du peu d'éducation sociale qu'ils ont reçue.

Aors naîtra cette haine irréductible des lois. La justice, la religion, la morale: ce ne seront plus que de vains mots pour eux qui ne savent obéir qu'à leur bas instinct animal, qu'à leur désir irraisonné de renverser l'ordre social actuel.

L'adepte du communiste est et doit être athée. Il doit faire table rase de ses convictions religieuses, s'il lui en reste.

La religion et le communisme ne peuvent pactiser ensemble.

Le communisme, c'est la suppression radicale de tous les principes chrétiens, générateurs de vertu et d'ordre.

* * *

Favorisé par la quasi certitude de l'impunité, le communiste multiplie les complots contre l'ordre établi.

Il est pénible de constater que la grande majorité du public ne prend pas ses intrigues au sérieux. Ce regrettable état de l'opinion peut avoir les plus fâcheux effets.

Il y a actuellement danger réel, sachons-le bien.

Si ce danger n'est pas aussi grand pour nous qu'il l'est pour d'autres peuples, il n'est pas moins à redouter qu'il le devienne.

Nous nous devons à nous-mêmes de veiller, de monter la garde autour de nos institutions politiques, sociales et économiques.

Secouons une apathie qui ne peut que nous être fatale.

Fortifions nos énergies aux enseignements sacrés que nous donne l'Eglise.

Le catholicisme est la plus grande force morale qui soit.

Ayons donc le courage de la reconnaître.

Appuyés sur elle, nous protégerons mieux notre foi et nos droits.

C'est dans un catholicisme vivant, convaincu, non pas dans un catholicisme de surface, que nous trouverons les seuls facteurs capables d'endiguer la montée sans cesse croissante de la vague communiste.

Le communisme, c'est l'appel au désordre, à l'anarchie la plus effroyable.

Le catholicisme, c'est l'invité à la justice, à la charité: deux vertus essentielles au bon fonctionnement de tout ordre social.

Maurice Lavallée.

Appliquer avant de changer

Remettre en discussion la constitution du pays est une affaire extrêmement délicate. Nous vivons et nous nous développons dans une situation particulière, et il nous faudra toujours bien prendre garde de compromettre une paix conquise au prix de tant de luttés et de sacrifices.

D'ailleurs, pour l'instant, il nous semble prématuré de parler de réviser la constitution avant même que de l'avoir appliquée.

Commençons par le commencement, c'est-à-dire par appliquer la constitution dans sa lettre et son esprit, et nous verrons ensuite beaucoup mieux ce qu'il y a lieu de modifier.

Nous vivons, par exemple, dans un pays constitutionnellement bilingue, et, après plus de 60 ans de confédération, nous n'avons encore qu'une monnaie unilingue.

Nous devions vivre dans un pays où il n'y aurait ni vainqueurs ni vaincus, selon la promesse de Sir John A. MacDonald et, cependant, dans les provinces de population à majorité de langue anglaise, les citoyens de langue française sont encore, après tant d'années de confédération, traités en citoyens de seconde zone.

Il suffit pour s'en rendre compte de considérer les embarras qui nous sont imposés, par exemple, dans le domaine scolaire; il suffit de compter ceux des citoyens de langue française que l'on nomme aux positions représentatives.

Avant de réviser la constitution, il nous reste donc une chose élémentaire à accomplir: appliquer cette constitution. —L'Action Catholique.

Timbres commémoratifs

Récemment, l'Union philatélique de Montréal a adressé une pétition au gouvernement fédéral en vue d'obtenir l'émission d'un ou de plusieurs timbres commémoratifs du quatrième centenaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier.

Nulle occasion ne s'y prêterait mieux. En août 1934, des fêtes solennelles se dérouleront à Gaspé pour marquer l'événement le plus important de notre histoire. A ces fêtes participent nos hommes politiques, des représentants de la France et de l'Angleterre. Ne voudrait-il pas que des timbres spéciaux fassent connaître sur toute l'étendue du Canada et à l'étranger le sujet de nos réjouissances et de notre orgueil?

Un philatéliste, doublé d'un historien, nous fait parvenir les suggestions suivantes à propos de l'émission de timbres-poste commémoratifs de cet événement:

1. son Jacques Cartier et François Ier.
2. sous Maison de Jacques Cartier à St-Malo.
3. " Embarquement.
4. " La Rade de Gaspé.
5. " La flottille de Jacques Cartier sous voiles, près Miscou.
8. " Au large de Percé.
10. " Au large de Carleton.
13. " Erection de la Croix à Gaspé.
15. " Hivernement à la Rivière St-Charles.
20. " Jacques Cartier à Hochelaga.
25. " Erection de la Croix sur le Mont-Royal.
50. " Jacques Cartier présente les indigènes à François Ier.
60. " Basilique projeté de Gaspé.
75. " Pont Jacques Cartier à Montréal.

Nous ignorons si tous les timbres de ces dénominations sont encore en circulation. Le fait importe peu, puisqu'il est facile d'adapter les suggestions ci-dessus aux conditions actuelles d'émission des timbres-postes. Ce qui importe, c'est de ne pas laisser passer inaperçu, au ministère des Postes, un événement que tout autre pays que le nôtre se ferait un devoir de commémorer le plus solennellement possible.

—Le Droit.

La religion à l'école

Que les catholiques aient raison de maintenir des écoles où l'enseignement religieux, sans nuire à l'instruction profane, tient la première place, nous n'en avons jamais douté. Mais les tenants d'une autre religion que la nôtre ne sont pas de cet avis. Un pasteur protestant a déjà dit devant une assemblée d'Orangistes: "Les écoles séparées doivent disparaître si nous voulons devenir un peuple uni." Non seulement ces paroles sont anticonstitutionnelles, elles sont antisociales. Un système d'instruction publique qui fait abstraction de la religion est voué à l'échec et attire sur la société les pires maux.

Heureusement tous les pasteurs protestants ne sont pas de cet avis. Le "Patriote de l'Ouest" cite l'opinion d'un révérend presbytérien de Regina qui justifie l'attitude des Catholiques: "Le temps est arrivé où les parents doivent comprendre qu'une éducation de conception purement laïque et ignorante des choses spirituelles est une éducation tronquée et tout à fait inefficace dans la formation du caractère." Il déclare que "l'on peut difficilement s'attendre à ce qu'une communauté qui professe la doctrine de Dieu puisse, sans déloyauté à sa foi et à ses idées, appuyer une politique scolaire "qui ne considère pas sérieusement l'éducation morale et religieuse des jeunes." Il dit n'importe quoi, mais les missions n'ont rien d'autre que de faire passer la religion à l'école.

"Il rappelle la Russie qui s'efforce de déchristianiser la jeune génération."

"Il pense que dans les institutions publiques des 'high schools' et 'collegiates' l'on doit faire une part égale à l'enseignement religieux."

"Nos amis les catholiques romains ne se laissent pas décevoir en cette matière, ajoute-t-il. Ils ne risquent pas la formation de leurs enfants dans des écoles sans religion et ne les confient pas à des instituteurs ou professeurs qui ont délaissé leur haute vocation pour se muer en propagandistes politiques. Fasse le Ciel que le protestantisme porte autant d'intérêt à la foi de la génération qui pousse." —Le Droit.

Bribes d'histoire locale

par
Philippe d'Armor

MISSION DU LAC SAINTE-ANNE

CHAPITRE NEUVIEME

NOVICIAT DU PERE LACOMBE — 1855-1856

(Suite)

Par la profession religieuse du P. Lacombe, la mission du Lac Ste-Anne et les autres qui dépendaient passaient entre les mains des Oblats de Marie Immaculée, et il ne restait plus, dans tout l'Ouest, qu'un seul prêtre séculier, M. Thibault, qui résidait alors à la Rivière-Rouge.

A cette occasion, Mgr Taché, O.M.I., écrit, dans ses "Vingt Années de Missions", un bel éloge des prêtres séculiers qui ont précédé les Oblats dans ce qui est aujourd'hui l'Alberta, MM. Thibault, Bourassa et Lacombe. "Nous l'avons déjà dit, M. Jean-Baptiste Thibault doit être considéré comme l'apôtre de la vallée de la Saskatchewan. Ce courageux missionnaire avait, de plus, visité le Lac la Biche, le Lac Froide, l'île à la Croix et le Portage à la Loche. Son zèle contre M. Joseph Bourassa, l'archevêque de Montréal, secondant dans l'établissement du Lac Sainte-Anne, avait étendu les fruits de son zèle jusqu'au Petit Lac des Esclaves et la Rivière la Paix. M. Lacombe, marchant généralement sur les traces de ses devanciers, avait fait, lui aussi, tout son pouvoir, pour agrandir le royaume de Jésus-Christ. La Saskatchewan, le Lac la Biche, le Portage, le Petit Lac des Esclaves et la Rivière la Paix, avaient entendu sa voix proclamer la mission du Dieu d'amour. En un mot, ces trois bons prêtres avaient marché à pas de géants dans la carrière apostolique. Deux d'entre eux avaient laissé le théâtre de leurs travaux, le troisième passait dans nos rangs. La Congrégation prenait possession du champ qu'ils avaient arrosé de leurs sueurs et fécondé par leur dévouement. Héritiers de tout ce qu'ils avaient, il nous serait bien mal d'accepter ce qu'ils nous ont laissé sans leur rendre hommage et reconnaissance. Non seulement nous avons sous

les yeux les exemples de zèle et de vertu qu'ils nous ont prodigués, mais, de plus, nous sommes devenus les pasteurs des chrétiens qu'ils ont formés avec tant de soins et de sollicitudes, des catéchumènes qu'ils ont préparés au bonheur que nous goûtons avec eux, en versant sur leurs fronts l'eau régénératrice. Ces lieux où ils ont travaillé ont aplani bien des difficultés et des embarras dans l'étude des langues; les catéchismes, grammaires, dictionnaires, qui leur ont coûté tant de veilles, sauvegardent notre repos et nous assurent le succès et la consolation: plus que cela, eux aussi ont été défricheurs, non seulement défricheurs du champ spirituel qu'ils ont trouvé si inculte et rendu si fécond, mais bien aussi du champ matériel, où nous sommes heureux de cueillir quelques adoucissements aux privations si grandes et si nombreuses, dans ces contrées lointaines. Le toit qui nous abrite, la modeste chapelle où, pour notre consolation, réside le Roi des rois, la voûte qui résonne de nos chants d'alléluia, tout cela est le travail de leurs mains, le prix de leurs sueurs. Quoi nous accepterions tous ces avantages sans que l'accent de la reconnaissance ne traduise les vives émotions de nos cœurs? Nous serions trop indignes de leur succéder, si nous pouvions les oublier! Que nos Annales redissent donc le nom de M. Thibault, ce nom que les nombreux Indiens de ces immenses terres redissent avec tant d'effusion et d'admiration! Redisons le nom de M. Bourassa, inséparable de celui de son vénérable confrère! Redisons aussi, avec une affection particulière, le nom de M. Lacombe, devenu notre cher Père Lacombe, dont le zèle nous est toujours si si juste objet de consolation." (Missions des Oblats, t. 5, p. 171-172).

MISSION DU LAC SAINTE-ANNE

CHAPITRE DIXIEME

DEVELOPPEMENTS IMPORTANTS — 1856-1861

Etat de la Mission en 1856

Avant de poursuivre notre histoire de la Mission du Lac Ste-Anne, voyons en quel état elle se trouve au moment où elle passe des prêtres séculiers aux Oblats de Marie Immaculée.

A son arrivée dans l'Ouest, en 1842, M. Thibault avait pour champs d'apostolat l'immense territoire qui forme aujourd'hui les provinces canadiennes de l'Alberta et de la Saskatchewan et le territoire du Mackenzie.

Peu à peu ce champ s'était rétréci: En 1846, M. Thibault en avait cédé plus de la moitié aux missions de l'île à la Croix, en leur abandonnant toutes les régions arrosées par les fleuves Mackenzie et Churchill.

En 1848, M. Bourassa avait été chargé de la Rivière la Paix, confiée au P. Farand, du Lac Athabasca.

En 1853, la fondation de Notre-Dame des Victoires avait encore enlevé à Ste-Anne le Lac la Biche, le Lac Froide et le Port Pitt.

Il lui restait tout le territoire qui forme aujourd'hui les diocèses de Calgary, d'Edmonton et la partie sud du territoire de Gravel. Dans cette contrée encore immense, une seule église ou plutôt chapelle existait, au Lac Ste-Anne, d'où les Pères Lacombe et Rémas avaient à visiter les Forts Edmonton, de la Montagne, Jasper et du Petit Lac des Esclaves.

Comme œuvres établies, nous n'avons à mentionner:

1. la société de tempérance, de laquelle nous lisons dans les archives: "Le 29 septembre 1853, nous établis la société de tempérance qui fut agréée par Mgr Taché, évêque de la Saskatchewan, et par le P. Farand, du Lac Athabasca. Cette société avait un double but: on s'y engageait à s'abstenir des boissons enivrantes et du jeu de malin. Le résultat en fut excellent: "Depuis ce temps, remarque le Notaire, les missions n'ont eu qu'à se féliciter du bon succès de leurs efforts contre les boissons fortes. On peut dire que tous les méfaits

de la société de tempérance, de laquelle nous lisons dans les archives: "Le 29 septembre 1853, nous établis la société de tempérance qui fut agréée par Mgr Taché, évêque de la Saskatchewan, et par le P. Farand, du Lac Athabasca. Cette société avait un double but: on s'y engageait à s'abstenir des boissons enivrantes et du jeu de malin. Le résultat en fut excellent: "Depuis ce temps, remarque le Notaire, les missions n'ont eu qu'à se féliciter du bon succès de leurs efforts contre les boissons fortes. On peut dire que tous les méfaits

(à suivre)

Catéchisme des Caisse Populaires

Sociétés Coopératives d'Epargne et de Crédit

Administration

(Suite)

Quelle différence y a-t-il entre l'épargne et la part sociale?

1. La part sociale paie une taxe d'entrée; l'épargne n'en paie pas; 2. La part sociale, c'est l'argent dont le sociétaire aura besoin dans un avenir lointain; par exemple, pour établir un garçon, acheter une maison, ou pour les vieux jours. C'est l'argent dont il peut se dispenser pour un temps plus ou moins long. L'épargne proprement dite, elle, sert à payer les dépenses courantes.

Quel intérêt la Caisse paie-t-elle à ses sociétaires pour l'argent versé soit en parts sociales, soit à l'épargne?

Voici: Pour l'épargne simple, le taux payé est d'ordinaire celui des banques; mais il n'y a rien d'absolu. C'est le conseil d'administration qui décide la chose. Il pourra donc payer un taux plus élevé s'il juge à propos de le faire, et si, bien entendu, les affaires de la Caisse sont assez prospères pour justifier une augmentation raisonnable de l'intérêt.

Et pour les parts sociales, que paie-t-elle?

Comme je l'ai dit, l'intérêt sur les parts prend le nom de boni. Or, on peut dire que toujours ces bonis sont de un à deux pour cent plus élevés que l'intérêt pour l'épargne simple.

Quel taux moyen ont payé les Caisse en Canada?

Jusqu'ici pas une Caisse n'a payé moins de 4 pour cent et cela même pour la première année. Quelques-uns ont payé du 5 pour cent, même du 6 pour cent. Mais ce n'est pas à conseiller, il vaut mieux s'en tenir aux bases sociales chaque Caisse en lui-même tout de suite et d'abord un fonds de réserve ou patrimoine.

Section III

Des sociétaires

Qui peut devenir sociétaire des Caisse Populaires?

Toute personne honnête et laborieuse.

La Caisse exclut-elle les femmes et les enfants?

Pas du tout. C'est une œuvre patriotique comme l'église. Les femmes et les enfants sont des paroissiens, n'est-ce pas? La Caisse comme l'église est pour tout le monde.

Une personne riche peut-elle s'emparer de toutes les parts?

Non. Le loi déjà dit et je le répète: le nombre de parts que peut acquérir le sociétaire est limité de telle sorte que jamais l'existence de la société ne peut être compromise si un sociétaire vient à retirer ses parts.

Qui peut verser ses économies aux Caisse?

Les sociétaires seulement. C'est-à-dire qu'il faut posséder au moins une part sociale pour avoir droit de déposer ses petites économies à la Caisse.

Mais est-ce qu'il n'y a pas souvent des divisions, de la ci-garde dans les Caisse?

La chose est impossible. Si un sociétaire n'est pas content, il retire ses parts et... pas pires amis. Pas un sociétaire ne peut démissionner par ses nombreuses parts, car chaque sociétaire n'a toujours qu'une voix. La Caisse au contraire unit les gens, les accoutume à s'entendre, à s'entraider.

Que conclure de ce chapitre?

Qu'après s'être renseigné, il faut organiser et le plus tôt possible une Caisse Populaire dans chaque paroisse.

CHAPITRE QUATRIEME

De l'administration

Section I

Des officiers de la Caisse Qui administre l'argent de la Caisse?

Les officiers nommés tous les deux ans, ou tous les ans, suivant le cas, par l'assemblée générale des sociétaires.

Qui peut voter?

Tous les sociétaires présents, et chaque sociétaire n'a qu'un vote. Personne ne peut voter par procuration.

Pourquoi cela?

Pour mettre tout le monde sur le même pied. C'est une société coopérative. Chaque membre, qu'il soit riche ou pauvre, doit coopérer de la même façon à la gestion des affaires de la Caisse.

Quels sont les officiers à nommer?

Il y a trois commissions—ou conseils—composées chacune de trois, cinq, sept ou neuf membres. Inutile d'ajouter que tous ces officiers doivent être sociétaires.

Quelles sont ces commissions?

1. Le conseil d'administration; 2. La commission de crédit; 3. Le conseil de surveillance; 4. L'assemblée générale des sociétaires.

Avez-vous un Gérant dans les Caisse?

Nous en avons un. Il est nommé par le conseil d'administration.

Section II

Du conseil d'administration De combien de membres se compose le conseil d'administration?

De cinq, sept ou neuf membres suivant le nombre que l'on fixe, élus par les sociétaires présents à l'assemblée générale.

Pour combien de temps?

Pour deux ans ou trois ans, renouvelables par moitié ou par tiers tous les ans.

Quels sont les pouvoirs de ce conseil dans les Caisse Populaires?

Il jouit des pouvoirs les plus étendus. 1. Il admet ou refuse les nouveaux sociétaires, excepté les Indigènes; 2. Il vote aux dépenses de la société, propose les modifications aux statuts, s'il y a lieu. Il choisit le président, le vice-président, le secrétaire et le gérant.

Il surveille les intérêts généraux de la Caisse. Il règle les différends qui pourraient s'élever entre les sociétaires et les commissaires de crédit. Leurs services sont et seront toujours gratuits.

Section III

De la commission de crédit De combien de membres se compose cette commission?

De trois ou cinq membres ne faisant partie d'aucune autre commission.

Par qui sont-ils élus?

Par tous les sociétaires présents réunis en assemblée générale.

Pour combien de temps?

Pour un an ou deux, suivant la décision prise à la fondation ou sub-séquentement, et mise dans les statuts, mais ils sont rééligibles.

Quelles sont leurs obligations?

La première et la principale peut-être, c'est l'obligation de garder un secret absolu pour tout ce qui regarde les prêts de la Caisse et les demandes de prêts. Ils ne peuvent pour aucune raison donner le nom ou les motifs qui ont servi pour cela qu'ils s'engagent à garder un secret professionnel.

Et les autres obligations?

Ils doivent s'occuper de tous les prêts que fait la Caisse et eux seuls décident quand un prêt peut être fait. Il faut donc pour cela qu'ils s'engagent à garder un secret professionnel.

Peuvent-ils consentir les prêts à la fois de la Caisse et de la banque?

Non. Tous les membres présents doivent être unanimes pour consentir un prêt, et il faut au moins la majorité absolue de la commission.

S'il y a doute sur l'honnêteté ou la solvabilité de l'emprunteur?

Le prêt est implicitement refusé. Ces commissaires sont-ils payés?

Non. Et peuvent-ils emprunter?

Il est absolument interdit aux commissaires de crédit d'emprunter un seul sou.

S'ils ont besoin?

Ils demandent leur démission et les nouveaux élus jugent leur cas?

Section IV

Du conseil de surveillance Qu'entendez-vous par conseil de surveillance?

C'est le conseil nommé pour surveiller les opérations financières de la société, et tous les officiers.

Par qui est nommé ce conseil?

Par l'assemblée générale des sociétaires.

Pour combien de temps?

Pour un an seulement.

Ces membres sont-ils payés?

Ils ne reçoivent, ils ne reçoivent jamais rien de salaire.

Peuvent-ils emprunter à la Caisse?

Aussi longtemps qu'ils sont membres de ce conseil, ils ne peuvent emprunter ni par eux-mêmes, ni par leurs femmes ou leurs enfants.

Quelles sont leurs obligations?

Ils sont obligés de voir à ce que tous se fasse suivant les statuts de la Caisse; ils doivent convoquer une assemblée générale des sociétaires aussitôt qu'ils découvrent quelque chose de louche dans la conduite de certains officiers; ils doivent aussi voir à la bonne gestion de toutes les affaires de la Caisse. C'est dans l'intérêt de la Caisse et des sociétaires.

(à suivre)

insérée par le Bureau de Contrôle des liqueurs de l'Alberta,
le gouvernement de la province de l'Alberta.



Page Agricole



Le Crédit agricole et le rapport McMillan

L'une des recommandations du rapport McMillan a trait au crédit agricole. En son enquête, la commission s'est rendu compte que nos banques ne rendent pas à l'agriculture les services dont elles a besoin. Nos banquiers ont longtemps prétendu le contraire, mais c'est la commission qui a raison. Cela s'explique d'ailleurs le plus aisément du monde: nos banques sont des banques commerciales; leur loi organique leur interdit le crédit à moyen et à long terme. Or on sait que c'est précisément là le crédit dont l'agriculture a le plus besoin.

L'agriculteur emprunte pour financer ses semences: il ne peut rembourser qu'après récolte faite et vendue, soit après six mois environ. Ou il emprunte pour acheter une ferme ou effectuer des améliorations: dans ce cas il a besoin de quelques années. Nos banques ne peuvent consentir de tels crédits que, encore une fois, leur charte ne le leur permet pas.

On répond à cela que les banques accordent du crédit au marchand, et celui-ci aux agriculteurs. Voilà pour ce dernier une manière bien indirecte de se procurer du crédit. D'autant plus que le marchand ne peut accorder du crédit à long terme que si l'on n'en obtient qu'à court terme, à moins d'être lui-même son propre banquier — auquel cas le rôle des banques se réduit à rien.

De plus, les conditions changent d'une partie à l'autre du pays. Dans l'ouest, l'agriculteur emprunte le plus souvent pour financer la moisson. Il lui suffit alors d'un crédit de 60 à 90 jours, et les banques peuvent à la rigueur y pourvoir. Mais l'agriculture dans l'ouest est étroitement spécialisée et entièrement dépendante des marchés extérieurs. Elle acquiert de ce fait un caractère spéculatif que n'a pas l'agriculture plus diversifiée des provinces de l'est. D'où la tendance des banques à exiger un taux d'intérêt élevé—ce dont se plaignent avec amertume les agriculteurs. Mais dans l'ouest comme dans l'est, si l'agriculteur a besoin de crédit à long terme, par exemple pour acheter des machines, construire des bâtiments, améliorer sa terre, se constituer un troupeau, il frappe en vain à la porte des banques.

Dans nos provinces de l'est, l'agriculteur a rarement besoin de crédit à court terme: il emprunte pour financer ses semences ou pour améliorer sa ferme. Et c'est alors de crédit à moyen et à long terme qu'il a besoin: et les banques lui sont hermétiquement closes. On rapporte même des cas de refus de crédit qui ressembleraient à de la persécution, si l'on ne connaissait le caractère de nos banques. Un agriculteur a besoin de quelques centaines de dollars: il a toujours fait honneur à ses obligations et offre en garantie une ferme en bon état, un roulier assez considérable, etc. La banque refuse. Le même agriculteur, quelques semaines plus tard, obtient un contrat de coupe de bois. Sur la seule garantie de ce contrat — un chiffon de papier quel — la banque lui avance des milliers de dollars.

Mais si les cultures varient d'une partie à l'autre du pays, le caractère des populations, leurs modes de vie, leur conception des affaires varient bien davantage. Et c'est un aspect important du problème, car le crédit doit compter au moins autant avec les garanties morales qu'avec les garanties matérielles. En supposant que nos banques actuelles puissent satisfaire aux besoins agricoles de l'ouest—moyennant du 7, ou 8 ou du 9 p.c.—il leur resterait encore à s'adapter aux besoins agricoles de l'est. Et Dieu sait, et nos agriculteurs aussi, si elles ont eu jusqu'ici cette souplesse.

Quoi qu'il en soit, si la Commission McMillan n'a pas recueilli tous les renseignements qu'il lui aurait fallu pour proposer un mode précis d'organisation du crédit agricole, elle en a recueilli assez pour recommander au gouvernement d'ordonner une étude spéciale de la question. Et c'est déjà un gain considérable que le besoin de l'agriculture soit admis à ce point de vue, et par un corps si autorisé, car jusqu'en ces toutes dernières années nos banques ne permettaient pas qu'on doutât de leur aptitude à satisfaire à tous les besoins, y compris ceux de l'agriculture, et n'avaient qu'une organisation spéciale du crédit agricole fut nécessaire. Les autorités publiques auront désormais la tâche plus facile.

Nous nous demandons toutefois, étant donné la diversité des besoins, des modes de vie, etc., si un crédit agricole, appliquant des méthodes uniformes dans toutes les parties du pays, peut s'organiser, même se concevoir. Nous avons déjà un crédit fédéral qui tente de satisfaire des besoins différents par des crédits différents par des méthodes uniformes: il ne donne satisfaction nulle part. L'expérience est-elle concluante? Le gouvernement fédéral a seul le pouvoir de légiférer en matière de monnaie et de crédit. S'il procède à l'enquête que lui recommande la commission McMillan et s'attache à résoudre le problème du crédit agricole, conservera-t-il la formule actuelle, ou substituera-t-il au crédit d'Etat un organisme privé? De toute façon il est clair qu'il faudra traiter différemment l'est et l'ouest, donc constituer un organisme qui traitera les affaires de l'ouest, et un autre qui s'occupera de celles de l'est. Nous nous demandons même, si le gouvernement fédéral ne devrait pas en cette matière déléguer une partie de ses pouvoirs aux provinces, les autorisant à adopter chacune la loi la mieux adaptée à leurs besoins propres. Si l'on opte pour le crédit d'Etat, la collaboration du fédéral et du provincial nous semble nécessaire; elle pourrait s'exercer conformément aux besoins particuliers de chaque province, en vertu d'une loi provinciale fondée sur la première mais appropriée à la province. Si l'on opte pour l'initiative privée, les provinces devraient pouvoir se doter de l'organisme le mieux approprié à leurs besoins, et pour cela avoir le droit de légiférer en matière de crédit agricole. Autrement, nous retomberions dans les embarras actuels. Dans la province de Québec nous avons des caisses populaires dont on ferait aisément le point de départ, le noyau initial d'un organisme de crédit agricole. C'est le désir du Ministre de l'Agriculture et nous croyons que son idée est juste.

De l'Actualité Economique.

Pour les jeunes filles

Marier un habitant — Cours de "raccourcissement", de "souplesse" et de "crépologie".

Dans les manufactures, dans les grandes industries, dans les mines, etc., un homme ne serait plus bon pour le travail, quand il a passé 40 à 45 ans; il est comme usé, pas assez vite dans ses mouvements, etc., on le met dehors pour le remplacer par des plus jeunes, souvent enlevés à la terre. Et que peut faire alors celui qui est mis de côté? Va-t-il retourner à la ferme qu'il a quittée il y a 17 ou 18 ans? Il le peut difficilement, il n'a pas de terre; il a perdu le goût de la culture; il n'a pas d'expérience. Il n'est plus bon à rien, et il est en face de la misère pour lui et sa famille. Sur la ferme au contraire, c'est à 40 ou 45 ans qu'un homme est à son meilleur. Là, à l'expérience, il sait travailler, il connaît sa ferme et peut la faire produire. Le travail au grand air sous l'influence bienfaisante du soleil, la nourriture saine et solide de la campagne, tout cela a conservé sa santé, a développé ses forces; il est encore bon pour bien des années. Sa famille qu'il a élevée chez lui dans l'usage du travail et avec l'amour de la terre, peut lui aider dans ses travaux, et tout marche rondement. Il a un peu d'argent et il songe à s'agrandir pour établir bientôt quelqu'un de ses garçons. Il ne craint rien et il est en sûreté pour le reste de ses jours.

Jeunes gens, prenez garde! Ne vous laissez pas tenter par le brillant des villes et entraîner aux manufactures. Elles prendront votre santé, vous usent en peu d'années, et vous jetteront sans pitié dans le pavé, avec rien devant vous si ce n'est la misère.

Ne craignez pas le travail du fermier, le meilleur à tous les points de vue, si vous y donnez l'attention nécessaire. Ce travail conservera votre santé, fera de vous des hommes forts et solides, et vous donnera un revenu meilleur et plus sûr que le travail des manufactures. C'est à la campagne et non dans les grandes villes, que se forment les hommes solides; et les gens des villes qui veulent le faire, vont à la campagne pendant l'été pour rétablir leur santé et refaire leurs forces au grand air et sous le bon soleil de chez nous et pour goûter un peu de la bon travail de la campagne.

Jeunes filles, prenez garde! Ne craignez pas les travaux de la campagne qui ont fait de vous de nombreuses femmes fortes et de nombreuses chrétiennes. Ne reculez pas devant certains travaux qu'on toujours fait vos mères, nos mères, et qu'une certaine présentation fait aujourd'hui regarder à certaines grandes filles pour tout laisser aux vieux. Puisqu'il faut parler net et dire franchement les choses, disons-le bien haut: "Mesdemoiselles, si vous plaidez ne craignez pas d'aller traire les vaches comme cela se fait encore dans nos bonnes campagnes! N'attendez pas qu'on vous demande ce service! Faites-le de vous-mêmes, et insistez pour avoir ce privilège. C'est honneur de voir sur certaines fermes, trois ou quatre grandes demoiselles à rien faire, dans la maison ou dehors, étudiant peut-être le catalogue Eaton, tandis que le père de famille, après sa journée fatigante, et une bonne et longue journée est laissé tout seul pour traire les vaches. C'est une honte pour vous, mesdemoiselles; c'est une honte pour madame qui n'a pas bien formé ses filles, c'est une honte pour toute la famille! Avec cela est-il surprenant si le père se décourage, si il ne peut faire tout le travail que demande la ferme, si la terre est négligée, si l'on vient à tout abandonner pour aller dans les villes?"

Et dans les villes, croit-on que tout est rose pour les demoiselles? Elles travaillent peut-être comme des servantes, et comme ce sera différent du travail à la maison paternelle! Elles ont le grand air et le soleil de leur enfance, va leur manquer! Un bon nombre auront le travail des manufactures, beaucoup plus rude que celui de la campagne, et fait dans des conditions qui sont loin d'être favorables à la santé. Il faudra bien se reposer un peu et s'amuser, et les amusements sont très souvent dangereux pour la santé et pour la vertu.

Nous l'avons déjà dit, et nous ne craignons pas de le répéter: "Parents chrétiens ne scandalisez pas vos enfants! Ne gênez pas vos enfants! Il faut aimer ses enfants, mais pas jusqu'à l'adoration, jusqu'au point d'en faire des idoles, de petits dieux. Il faut les aimer, mais aussi les former et les diriger, non pas comme des êtres à part, mais comme des membres de la famille, devant prendre part aux travaux de la famille aussi bien qu'aux amusements et aux privilèges. Il faut les former au travail et à la vertu, sans oublier que le travail aide merveilleusement à la

vertu. Il faut les habituer de bonne heure à gagner leur pain, à rendre service, et ne pas tout faire pour eux. Et vous, enfants chrétiens, honorez et respectez vos parents; et que cet honneur et ce respect que vous leur devez ne soient pas seulement en paroles, mais encore et surtout par vos actions, par votre obéissance et par votre travail. Prenez votre part — votre large part — aux travaux de la famille. Intéressez-vous aux divers travaux de chez vous, et apprenez de vos parents ce qu'ils savent si bien faire. Les garçons doivent donner toute leur attention aux travaux de la ferme et profiter de l'expérience du père; il faut aussi qu'ils connaissent le plupart des travaux de la maison pour aider quand cela est nécessaire.

Les jeunes filles doivent bien pénétrer tous les secrets des travaux de la ferme, et profiter de l'expérience de la mère pour devenir des ménagères de première classe. Et tous, filles et garçons, doivent apprendre parfaitement, par la pratique et l'expérience des travaux du jardin, de la basse-cour, du verger, — le soin des vaches et des vaches — les sarclages, etc., etc. Nos mères qui connaissent si bien tous les soins du ménage et du jardin, qui s'occupaient de traire les vaches, ne reculent pas dans l'occident devant les travaux les plus durs, et allaient aux champs quand les travaux pressaient. Les jeunes filles suivaient les bons exemples donnés par la mère. Et quelle bonne santé elles avaient! Quelles belles couleurs sur leurs visages! Elles et les filles et les femmes de la ville. Ce sont des couleurs naturelles, remarquons-le bien; pas besoin de rouge artificiel, de poudre, de je ne sais quoi, qui empâtent si fréquemment les filles et les femmes de la ville. Ces couleurs développées par le travail, le soleil, la bonté et saine nourriture de la campagne, elles ne disparaissent pas après un lavage, l'air bien forcé, ou un coup qui frotte le visage; elles ne sont que plus belles et plus brillantes — tandis que, bien souvent, les couleurs si voyantes de bien des filles de la ville ne résistent pas à un bon lavage à l'eau fraîche.

Combien de bonnes mères de famille de la campagne formées dans le travail, qui ont vécu en travaillant fort, élevant des familles de 12, de 15 ou de 18 enfants, qui dépassent 60 et même 70, et sont pourtant parfaitement conservées et paraissent encore jeunes, comme bien d'autres à 40 ans! C'est le travail qui a fait leur santé, le travail qui l'a conservée.

Non, jeunes garçons et jeunes filles, ne craignez pas les travaux de la ferme! Restez chez vous, et travaillez avec vos parents! Il y a du travail pour tous, soit au grand air, sur la ferme, soit à la maison, par les industries familiales qui aident à conserver ou faire revivre. Que les garçons deviennent de vrais fermiers et les filles de bonnes ménagères. Quand vous revendez des maisons d'éducation, collèges ou convents, remettez-les immédiatement aux travaux de la famille sans attendre qu'on vous y invite.

Une bonne mère de famille, épouse d'un fermier à l'aide, une vraie maîtresse de maison, avait une fille fort intelligente, qui avait fait de bonnes études. Cette demoiselle arrive un bon jour du mois de juin, après avoir remporté des succès au convent. Après le premier bonjour des le lendemain de son arrivée, la jeune fille dit à sa mère: "Ma mère, il me faudrait étudier pendant les vacances, et prendre un cours de géologie et de psychologie. C'est ce qu'on me conseille au convent." La mère qui n'avait pas eu ces matières dans son programme d'études, ne se laissa pas effrayer par ces grands mots: "Tu sais, dit-elle, la servante est partie, et les travaux vont bientôt commencer. Je t'ai réservé pour tes vacances, un cours pratique de soupologie et de raccourcissement." Si elle eût été de certaines paroisses, elle aurait dit, cours de crépologie; et, dans certains comtés, il aurait fallu dire plus d'ologie. Toujours est-il que les livres furent mis de côté pour un autre cours pratique d'industrie ménagère. "Le Fermier canadien", déc. 1933.

La valeur des produits agricoles et végétaux (en dehors des animaux et des produits animaux) exportés du Canada pendant l'année finissant en octobre dernier était de \$195,181,851.

Dans la Rhodésie du Sud, l'Afrique, on a réussi, par l'incubation de 185,388 bestiaux, à extraire complètement la fièvre aphteuse de la colone.

Notes Agricoles

Le foin est l'un des meilleurs aliments pour les lapins et le ratelier devrait toujours être tenu plein dans tous les clapiers.

On dit que la laine n'est pas marchande lorsqu'elle a été mal lavée sur les moutons ou qu'on a attendu trop longtemps pour faire la tonte après que le mouton a été lavé.

Les pigeons recherchent les endroits tranquilles, isolés, pour y établir leur nid, et c'est là un point dont il faut se rappeler lorsqu'on pourvoit à leur logis. Ils se préparent leur nid eux-mêmes, les tapissent de paille, de plumes et de foin, etc.

Il faut espérer que l'immunité dont nous avons joui jusqu'en ce qui concerne la fièvre aphteuse ne créera chez nous une attitude d'insouciance et ne causera pas un relâchement dans l'application des mesures de protection.

De grands progrès ont été faits dans la lutte contre la tuberculose bovine au Canada. Commencé, il y a près de quarante ans par une saine propagande instructive contre une vive opposition, cette lutte s'est constamment développée, grâce à la demande du public.

Il y avait au Canada au 1er décembre 4,599,345 douzaines d'œufs en encre, représentant environ 191,500 douzaines d'œufs frais et 2,513,802 d'œufs congelés.

Les botanistes et les investigateurs scientifiques qui travaillent au progrès agricole sont mieux organisés aujourd'hui qu'ils n'ont jamais été pour combattre le danger toujours présent de l'invasion des mauvaises herbes. Grâce à cette vigilance, de nos jours, il est peu à craindre qu'une espèce inconnue jusqu'ici échappe longtemps à l'attention.

Le passage de la dernière mauvaise herbe nuisible qui ait été découverte au Canada par la Division fédérale des Semences, cause de grands ennuis en Californie et est très répandue aux Etats-Unis. On dit que ce passage a été introduit en Angleterre et y est devenu un fléau sérieux dans les objets de l'industrie appartenant aux troupes qui revenaient des guerres continentales en 1899.

Le seul moyen de prévenir la moisaison du dahlia est de choisir et d'isoler des plants sans maladie.

Comment un oiseau stupide essaye d'éviter le danger.

Les gens prudents observent les signaux de danger de la nature:

Rhumes communs - Maux d'estomac - Indigestion - Nervosité - Intestins paresseux - Accès de bile - Maux de tête - Renvois Troubles urinaires - Fatigue - Flatuosité - Insomnie

Dérangements par les gaz

Un grand nombre d'indispositions sérieuses ont eu comme début un léger dérangement des organes de digestion et d'élimination

En agissant promptement le danger imminent peut, en général, être évité si l'on emploie le vieux remède de famille qui a fait ses preuves:

Le Novoro du Dr. Pierre

Cette préparation digne de confiance, extraite de plantes médicinales, a pour but principal de stimuler la digestion et l'élimination; elle tonifie les fonctions de l'estomac, facilite la digestion, active l'appétit, règle la fonction des intestins et des voies urinaires, aidant en cela la nature à fortifier le corps et à le rendre sain.

Soyez prêts—Évitez le danger en ayant toujours chez vous une bouteille de cette préparation de plantes digne de confiance.

OFFRE Le Novoro du Dr. Pierre SPECIALE: n'est pas un article ordinaire de commerce; seuls des agents locaux peuvent le fournir. Une bouteille spéciale d'essai, contenant 14 onces de médecine vous sera envoyée en port payé, pour un dollar avec le coupon ci-contre.

Dr. Peter Fahmy & Sons Co. 2301 Washington Blvd., CHICAGO, ILL. Livré exempt de douane au Canada.

Quincaillerie générale — Articles de sports
Garnitures électriques et accessoires d'autos
The Northern Hardware Co. Ltd.
No. 1-1014-48 101 rue Deux magasins
Tél. 2105-2102 No. 2-103 rue, près de l'ave Jasper. Tél. 24435

LOCKERBIE & HOLE
Plombiers sanitaires

Ingénieurs pour systèmes de chauffage
10718 101e rue
Tél. 21768

Faites-nous faire vos estimés!

J. C. BURGER CO., LTD.

Deux cours à bois 12402 110e ave
Edmonton-Sud 12402 110e ave
Tél. 3224-3283 Tél. 11702

McGAVIN LIMITED

Fabricants du pain

Butter-Krust

Le pain favori des familles particulières d'Edmonton

POISSONS DES LACS ET DE L'OCEAN

Brochets, perches, etc. — Poissons sautés ou fumés, hareng, morue, etc.
STAX 3 et 4
Mrs. JAMES JONES Téléphone 22531
MARCHÉ À POISSON DE LA VILLE

McDERMID'S
PORTRAITS OF
DISTINCTION
PHONE 25444

B. B. B.

Demandez toujours les
BATTERIES B. B. B.
71415 Traders Battery Co. Ltd.
(1083 106e rue) Edmonton

Bois de charpente et de sciage
Manufacturiers de PORTES, CHASSIS ET TOUT
OUVRAGE DE FINISAGE

Assortiment complet de
Chaux, Ciment, Plâtre, Matériel à toiture.
Plancher de bois franc, etc.

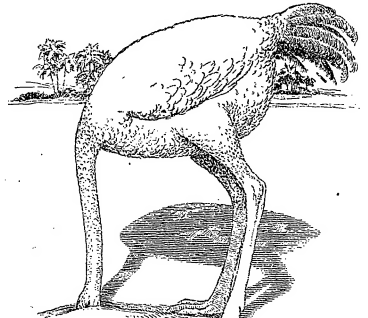
HAYWARD LUMBER CO. LTD.
11904 73e rue, Edmonton Téléphone 26155

Mauvaise de gens s'imaginent que les pigeons voyageurs sont employés pour porter des messages, mais en fait l'instinct voyageur n'était que pour développer dans cette race. Cependant chez le pigeon Homer est instinct naturel peut être développé jusqu'à un degré merveilleux.

L'emploi de pneu sur les charrettes à bras dans le Grand Brabant a réduit la traction de 15 à 41 pour cent et a augmenté la charge de 35 à 108 pour cent, par comparaison aux bandages de fer.

Pendant bien des années le seigneur a joué un grand rôle dans l'ouest du Canada pour empêcher le soulèvement du sol au vent. On l'emploie aussi activement pour combattre la folie-avoine qui mûrit plus tôt que l'orge, et l'on considère que cette dernière récolte est spécialement utile dans la lutte contre ce fléau.

La laine canadienne est encore inconnue sur les marchés à l'export du Japon, sauf pour une ou deux petites expéditions qui ont été faites au cours des douze derniers mois.



Rhumes communs - Maux d'estomac - Indigestion - Nervosité - Intestins paresseux - Accès de bile - Maux de tête - Renvois Troubles urinaires - Fatigue - Flatuosité - Insomnie

Dérangements par les gaz

Un grand nombre d'indispositions sérieuses ont eu comme début un léger dérangement des organes de digestion et d'élimination

En agissant promptement le danger imminent peut, en général, être évité si l'on emploie le vieux remède de famille qui a fait ses preuves:

Le Novoro du Dr. Pierre

Cette préparation digne de confiance, extraite de plantes médicinales, a pour but principal de stimuler la digestion et l'élimination; elle tonifie les fonctions de l'estomac, facilite la digestion, active l'appétit, règle la fonction des intestins et des voies urinaires, aidant en cela la nature à fortifier le corps et à le rendre sain.

Soyez prêts—Évitez le danger en ayant toujours chez vous une bouteille de cette préparation de plantes digne de confiance.

OFFRE Le Novoro du Dr. Pierre SPECIALE: n'est pas un article ordinaire de commerce; seuls des agents locaux peuvent le fournir. Une bouteille spéciale d'essai, contenant 14 onces de médecine vous sera envoyée en port payé, pour un dollar avec le coupon ci-contre.

Dr. Peter Fahmy & Sons Co. 2301 Washington Blvd., CHICAGO, ILL. Livré exempt de douane au Canada.

Dr. Peter Fahmy & Sons Co. 2301 Washington Blvd., CHICAGO, ILL. Livré exempt de douane au Canada.

Le bœuf ne devrait jamais être mis directement sur la glace dans le réfrigérateur, mais dans un plat; il ne faut pas non plus que ce plat soit en fer ou de fer blanc; toute autre substance est bonne cependant.

La dysenterie (braxy) une maladie des moutons inconnue au Canada et qui ressemble beaucoup à la fièvre charbonneuse est très répandue en Allemagne, en Norvège et dans tous les pays du nord de l'Europe.

Chez les "Jeune-Canada"

Toujours l'immigration

La campagne d'immigration qui mène de nos envahisseurs de tous côtés à l'heure présente porte sur la flexion; est-il opportun, en effet, d'admettre ici les foules d'immigrants que certains pays ou certaines organisations veulent diriger chez nous?

A cette question, la crise actuelle ne semble pas admettre une réponse affirmative, quoique certaine compagnie de transport, secondée d'ailleurs par une voix quasi officielle du gouvernement fédéral, veuille nous faire admettre presque malgré nous l'utilité de visiteurs que nous nous permettons de juger encombrants.

Dans les circonstances, nous avons droit, je crois, de chercher s'il existe un moyen de mettre, sinon un frein, du moins une sourdine à cet état de choses, et quel peut être ce moyen, s'il existe. Or, vu de près, la loi fédérale de l'immigration, le gouvernement central détient le contrôle absolu de l'admission, du choix et de la déportation des immigrants, c'est lui qui décide du nombre et de la qualité des nouveaux arrivants, et qui impose aux citoyens, à quelque province qu'ils appartiennent, le devoir de les recevoir, de les loger et de les nourrir.

Mais ne vaudrait-il pas mieux que les législatures provinciales qui connaissent mieux sans doute que le Parlement fédéral leurs propres besoins et les maux internes qui les rongent, eussent aussi un mot à dire dans le domaine de l'immigration et pussent au moins contrôler à certains aspects l'admission de nouveaux immigrants? Il semble que ce contrôle plus directement intéressé aurait pour effet d'éliminer certains éléments indésirables ou nuisibles, ou tout au moins d'en diminuer les forces et d'en écarter les dangers.

Mais que pouvons-nous désirer de plus? L'acte de l'Amérique Britannique du Nord — qui a tout prévu — ne contient-il pas un article 95 qui accorde une juridiction concurrente aux législatures provinciales et au Parlement du Canada en matière d'immigration? — Lisons plutôt ce fameux article pour en mieux savoir le sens profond:

"95. — Dans chaque province, "la Législature peut faire des lois relatives à l'agriculture et à l'immigration dans cette province; et il est "par le présent déclaré que le Parlement du Canada pourra de temps à autre faire des lois relatives à l'agriculture et à l'immigration, "toutes les provinces ou aucune d'elles en particulier; et toute loi de la "Législature d'une province relative à l'agriculture ou à l'immigration "n'a autre effet que tant qu'elle ne "sera pas incompatible avec une "des actes du Parlement du Canada."

Si le texte de cet article 95 était suivi et appliqué à la lettre par nos gouvernements, il serait loisible aux législatures provinciales d'imposer certaines restrictions ou du moins certaines conditions supplémentaires à l'entrée des immigrants chez nous. Il semble que ce serait l'intérêt des provinces et celui du Canada tout entier. Une loi qui tendrait à promouvoir l'immigration de certaine nationalité particulière, parfaitement assimilable, ou à restreindre l'immigration de quelque élément indésirable, ne serait pas nécessairement incompatible avec aucun des actes du Parlement du Canada. Elle servirait au contraire à répartir plus également les diverses catégories d'immigrants que la province fédérale aurait admises; chaque province pourrait se débarrasser de ceux qu'elle ne voudrait pas, et elle ne pourrait pas le faire sans que la nation tout entière ne soit atteinte.

La loi ainsi serait plus juste, et elle satisfierait quand même aux exigences de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord; la loi provinciale ne contredirait pas la loi fédérale, elle la compléterait, et elle ne leur donnerait pas des dispositions respectives, elles formeraient un faisceau plus complet qui assurerait de meilleures garanties de sécurité à notre immigration.

Mais le droit des législatures n'a pas toujours été compris de cette façon et les diverses interprétations officielles qu'on en a données le témoignent.

Ainsi, au sujet d'une certaine loi promulguée par la Législature de la Colombie canadienne, qui visait à restreindre l'immigration chinoise dans les limites de son territoire, l'honorable ministre de la Justice, M. Campbell, écrivait, le 8 avril 1934, dans son rapport au gouverneur général en Conseil, que les pouvoirs accordés aux législatures provinciales par l'article 95 de notre Constitution ne leur donnaient pas le droit de restreindre l'immigration; et il ajoutait que les lois concernant l'immigration affectent non seulement les intérêts du pays, mais aussi les intérêts de l'Empire tout entier, étant du ressort du Gouvernement fédéral seulement et qu'une loi provinciale au même effet deviendrait délicate. C'est d'ailleurs la suite de ce rapport qu'un ordre en conseil était publié dans la Gazette officielle du Canada, le 12 avril 1934, désavouant et déclarant sans effet la loi promulguée par la Législature de

Colombie canadienne. Mais il faut ajouter que l'année suivante, la même loi apparut encore au chapitre 13 des Statuts de la Colombie canadienne, mais elle était pareillement désavouée le 29 mai 1935, sur recommandation de l'hon. J. S. D. Thompson, alors ministre de la Justice.

Dans le même ordre d'idées, il est intéressant de lire le passage suivant contenu dans une dépêche du 22 janvier 1901, adressée à Lord Minto, par M. L. Chamberlain: "The whole scheme of the B. N. A. Act implies the exclusive exercise by the Dominion of all national powers, 'and, though the power to legislate 'for promotion and encouragement 'of immigration into the provinces 'may have been properly given to the provinces, the right of 'entry into Canada is obviously a 'purely national matter'."

E. Kennedy, dans son traité sur la Constitution canadienne (p. 434), tente de justifier toutes ces allégations en disant que le Parlement fédéral seul doit pouvoir légiférer en tout ce qui concerne, de près ou de loin, les relations entre les diverses parties de l'Empire, et en tout ce qui touche les susceptibilités des pays étrangers.

Tous ces commentateurs démontrent qu'en dépit de la nécessité évidente d'un contrôle provincial en matière d'immigration et en dépit aussi des termes stricts de l'article 95 de notre Constitution, la connaissance de nos gouvernements à toujours été de conserver intact le prestige du Parlement d'Ottawa, en ayant de fait un pouvoir qui n'était été hypocritiquement exercé de droit aux législatures provinciales. On a donc eu, de fait, le droit de ne crains pas de le dire, est absolument injuste et illégale, car si la Constitution accorde aux provinces le pouvoir de légiférer en matière d'immigration, concurrentement avec les législatures provinciales et au Parlement du Canada en matière d'immigration? — Lisons plutôt ce fameux article pour en mieux savoir le sens profond:

"95. — Dans chaque province, "la Législature peut faire des lois relatives à l'agriculture et à l'immigration dans cette province; et il est "par le présent déclaré que le Parlement du Canada pourra de temps à autre faire des lois relatives à l'agriculture et à l'immigration, "toutes les provinces ou aucune d'elles en particulier; et toute loi de la "Législature d'une province relative à l'agriculture ou à l'immigration "n'a autre effet que tant qu'elle ne "sera pas incompatible avec une "des actes du Parlement du Canada."

Si le texte de cet article 95 était suivi et appliqué à la lettre par nos gouvernements, il serait loisible aux législatures provinciales d'imposer certaines restrictions ou du moins certaines conditions supplémentaires à l'entrée des immigrants chez nous. Il semble que ce serait l'intérêt des provinces et celui du Canada tout entier. Une loi qui tendrait à promouvoir l'immigration de certaine nationalité particulière, parfaitement assimilable, ou à restreindre l'immigration de quelque élément indésirable, ne serait pas nécessairement incompatible avec aucun des actes du Parlement du Canada. Elle servirait au contraire à répartir plus également les diverses catégories d'immigrants que la province fédérale aurait admises; chaque province pourrait se débarrasser de ceux qu'elle ne voudrait pas, et elle ne pourrait pas le faire sans que la nation tout entière ne soit atteinte.

La loi ainsi serait plus juste, et elle satisfierait quand même aux exigences de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord; la loi provinciale ne contredirait pas la loi fédérale, elle la compléterait, et elle ne leur donnerait pas des dispositions respectives, elles formeraient un faisceau plus complet qui assurerait de meilleures garanties de sécurité à notre immigration.

Mais le droit des législatures n'a pas toujours été compris de cette façon et les diverses interprétations officielles qu'on en a données le témoignent.

Ainsi, au sujet d'une certaine loi promulguée par la Législature de la Colombie canadienne, qui visait à restreindre l'immigration chinoise dans les limites de son territoire, l'honorable ministre de la Justice, M. Campbell, écrivait, le 8 avril 1934, dans son rapport au gouverneur général en Conseil, que les pouvoirs accordés aux législatures provinciales par l'article 95 de notre Constitution ne leur donnaient pas le droit de restreindre l'immigration; et il ajoutait que les lois concernant l'immigration affectent non seulement les intérêts du pays, mais aussi les intérêts de l'Empire tout entier, étant du ressort du Gouvernement fédéral seulement et qu'une loi provinciale au même effet deviendrait délicate. C'est d'ailleurs la suite de ce rapport qu'un ordre en conseil était publié dans la Gazette officielle du Canada, le 12 avril 1934, désavouant et déclarant sans effet la loi promulguée par la Législature de

Désir général d'une morale des affaires

De plus grands désordres sont réservés au matérialisme actuel s'il persiste dans son attitude égoïste et plénière. Il est permis d'espérer cependant que l'économie s'égayera les lourdes calamités qui le menacent. Les dures leçons du temps présent le ramèneront rapidement à une conception plus saine de la vie. Bien des gens s'arrachent à la fascination des affaires qui finit par les conduire à l'oubli de tous leurs devoirs, et reconnaissent une finalité plus haute à leur existence. Ces idées se retrouvent en Europe comme en Amérique. On se permettra de donner ici quelques idées étonnantes que je tire, pour la plupart, de la Semaine Sociale de Mulhouse. Ils prouvent que les hommes d'affaires, les moralistes et les sociologues sont bien près de se mettre d'accord sur les principes qui doivent inspirer le vie économique.

L'opinion des industriels Voyons d'abord l'opinion des grands industriels américains. John D. Rockefeller, le roi du pétrole, qui a distribué en années durant sa vie 750 millions de dollars, exprimait cet avis: "De nos jours, la poursuite de buts égoïstes aux dépens de la communauté ne peut ni ne doit être tolérée plus longtemps. La vie a une valeur infiniment supérieure aux richesses matérielles. . . et la base de tout progrès national réside dans la santé, les capacités et le développement intellectuel d'un peuple."

Andrew Carnegie manifeste des vues aussi hautes lorsqu'il dit: "qu'un jour viendra où l'homme qui mourra en possession de millions inutilisés mourra déshonoré. D'abord lui, en effet, distribuer le surplus de ses richesses est une tâche que le riche ne doit point laisser derrière lui." Henry Ford, l'un des plus audacieux et des plus puissants producteurs de l'âge actuel, ne tient pas une autre langage: "On a cru longtemps, affirme-t-il, que l'industrie n'avait pour objet que le bénéfice. C'est une erreur. L'industrie a pour objet l'utilité générale."

Pourquoi chercher nos exemples chez un peuple lointain? N'avons-nous pas, chez nous, dans la personne de l'honorable Lawrence Wilson, l'exemple d'un millionnaire qui, non content de multiples bienfaits, proclame, à chaque occasion, l'impérieux devoir pour le riche de rendre au peuple une partie de l'argent qu'il a gagné avec la collaboration du peuple?

L'opinion des économistes Les économistes, se dégageant de l'erreur libérale, arrivent eux aussi à des conclusions saines. Interrogeons Lucien Romier, l'un des plus brillants esprits de notre temps. Que nous répond-il? — "Il faut que l'argent, moyen temporel, reconnaisse la suprématie du spirituel en se soumettant à une discipline, non d'intérêts, mais de principes. L'argent est un esclave qui a perdu ses maîtres. Qu'on lui redonne ses maîtres!" M. Eugène Duthoit montre, de son

La coupe et les lèvres Vin versé n'est pas avalé, dit le proverbe. Ancêtre, roi légendaire de Sancerre, avait planté une vigne et, pour que l'ouvrage fût achevé plus tôt, il ne donnait aucune réclame aux esclaves qu'il y employait. Un de ces malheureux, excédé de fatigue lui dit: "Seigneur, à quel bon vous presser tant? Vous ne boirez jamais du fruit de cette vigne."

Quand la vigne fut plantée et qu'elle eut produit des raisins, le roi se hâta de la vendanger. Il se fit ensuite apporter un verre de vin nouveau, appelle son prophète et lui dit: — "Ose me soutenir à présent que je ne boirai pas de ce vin."

"Je n'oserais pas assurer que vous en boirez, répondit l'esclave; du verbe à la bouche, l'espace est assez long pour qu'il arrive quelque malheur."

Ces mots étaient à peine achevés qu'un vent annonça au roi qu'un sanglier ravagait la vigne. Ancêtre se leva sans goûter la liqueur, vint à la rencontre de l'animal qui s'élança sur lui, lui déchira le ventre et l'étend mort sur place.

Le goût de passé ou d'événement que l'on trouve parfois dans la crème à la glace aux fraises est causé par l'acide des fruits et par le contact des ingrédients du lait avec les surfaces de cuivre.

Près de la moitié de l'énergie utilisée pour la traction sur les fermes des Etats-Unis est fournie par des animaux. Ce chiffre est basé sur les dernières données authentiques qui ont été recueillies.

Publié par le Service des renseignements, Bureau des Publications, Ministère de l'Agriculture, Ottawa, Ont.

et trop incomplet, peut-être réussiraient-elles à secouer le fanatisme des dévotionnaires de la haute puissance et réussiraient-elles à introduire dans notre législation, en matière d'immigration, des restrictions et des mesures de prudence qui ne vicieraient pas en contrevenant avec les dispositions de la loi fédérale, mais qui constitueraient en marge de celle-ci un maximum de sécurité et assureraient un horizon plus brillant pour l'avenir.

Pour les Jeune-Canada, Jean-Louis DORAIS.

côté, l'erreur de ceux qui poursuivent la richesse pour elle-même sans le soul des devoirs qui s'y rattachent, car, nous dit-il, "c'est le châtiment d'une économie s'égayera les lourdes calamités qui le menacent. Les dures leçons du temps présent le ramèneront rapidement à une conception plus saine de la vie. Bien des gens s'arrachent à la fascination des affaires qui finit par les conduire à l'oubli de tous leurs devoirs, et reconnaissent une finalité plus haute à leur existence. Ces idées se retrouvent en Europe comme en Amérique. On se permettra de donner ici quelques idées étonnantes que je tire, pour la plupart, de la Semaine Sociale de Mulhouse. Ils prouvent que les hommes d'affaires, les moralistes et les sociologues sont bien près de se mettre d'accord sur les principes qui doivent inspirer le vie économique."

L'opinion des industriels Voyons d'abord l'opinion des grands industriels américains. John D. Rockefeller, le roi du pétrole, qui a distribué en années durant sa vie 750 millions de dollars, exprimait cet avis: "De nos jours, la poursuite de buts égoïstes aux dépens de la communauté ne peut ni ne doit être tolérée plus longtemps. La vie a une valeur infiniment supérieure aux richesses matérielles. . . et la base de tout progrès national réside dans la santé, les capacités et le développement intellectuel d'un peuple."

Andrew Carnegie manifeste des vues aussi hautes lorsqu'il dit: "qu'un jour viendra où l'homme qui mourra en possession de millions inutilisés mourra déshonoré. D'abord lui, en effet, distribuer le surplus de ses richesses est une tâche que le riche ne doit point laisser derrière lui." Henry Ford, l'un des plus audacieux et des plus puissants producteurs de l'âge actuel, ne tient pas une autre langage: "On a cru longtemps, affirme-t-il, que l'industrie n'avait pour objet que le bénéfice. C'est une erreur. L'industrie a pour objet l'utilité générale."

L'opinion des économistes Les économistes, se dégageant de l'erreur libérale, arrivent eux aussi à des conclusions saines. Interrogeons Lucien Romier, l'un des plus brillants esprits de notre temps. Que nous répond-il? — "Il faut que l'argent, moyen temporel, reconnaisse la suprématie du spirituel en se soumettant à une discipline, non d'intérêts, mais de principes. L'argent est un esclave qui a perdu ses maîtres. Qu'on lui redonne ses maîtres!" M. Eugène Duthoit montre, de son

La coupe et les lèvres Vin versé n'est pas avalé, dit le proverbe. Ancêtre, roi légendaire de Sancerre, avait planté une vigne et, pour que l'ouvrage fût achevé plus tôt, il ne donnait aucune réclame aux esclaves qu'il y employait. Un de ces malheureux, excédé de fatigue lui dit: "Seigneur, à quel bon vous presser tant? Vous ne boirez jamais du fruit de cette vigne."

Quand la vigne fut plantée et qu'elle eut produit des raisins, le roi se hâta de la vendanger. Il se fit ensuite apporter un verre de vin nouveau, appelle son prophète et lui dit: — "Ose me soutenir à présent que je ne boirai pas de ce vin."

"Je n'oserais pas assurer que vous en boirez, répondit l'esclave; du verbe à la bouche, l'espace est assez long pour qu'il arrive quelque malheur."

Ces mots étaient à peine achevés qu'un vent annonça au roi qu'un sanglier ravagait la vigne. Ancêtre se leva sans goûter la liqueur, vint à la rencontre de l'animal qui s'élança sur lui, lui déchira le ventre et l'étend mort sur place.

Le goût de passé ou d'événement que l'on trouve parfois dans la crème à la glace aux fraises est causé par l'acide des fruits et par le contact des ingrédients du lait avec les surfaces de cuivre.

Près de la moitié de l'énergie utilisée pour la traction sur les fermes des Etats-Unis est fournie par des animaux. Ce chiffre est basé sur les dernières données authentiques qui ont été recueillies.

Publié par le Service des renseignements, Bureau des Publications, Ministère de l'Agriculture, Ottawa, Ont.

et trop incomplet, peut-être réussiraient-elles à secouer le fanatisme des dévotionnaires de la haute puissance et réussiraient-elles à introduire dans notre législation, en matière d'immigration, des restrictions et des mesures de prudence qui ne vicieraient pas en contrevenant avec les dispositions de la loi fédérale, mais qui constitueraient en marge de celle-ci un maximum de sécurité et assureraient un horizon plus brillant pour l'avenir.

Pour les Jeune-Canada, Jean-Louis DORAIS.

Cartes Professionnelles

"Nous vous servons mieux"

C.-E. GARIÉPY
Avocat-NotaireCh. 40 1004 ave Jasper
Tél. 21347

L.-A. GIRON, M.P.P.

Giron & Fraser
Avocats et Notaires
Argent à prêter
Edifice Banque Canadienne Nationale

PAUL-EMILE POIRIER, B.A., LL.B.

Avocat
Milner, Dufour, Poirier & Martland
Edif. Banque Royale
Avenue Jasper Edmonton, Alta.

S. A. G. BARNES

Etabli en 1906
Assurances: vie, feu, maladie, autos, etc.
Placements, Aviseur financier
Tél. 21313 Suite 507-8, 10057 ave Jasper

DR W.-A. MORGAN

Dentiste
Au-dessus du Théâtre Strand
Opéra
Tél. Bureau: 24918; Résidence: 25487
Edmonton

DR C.-H. LEPSEY

Dentiste
Heures 9 h. à 5 h. 30
301 Edif. Tegler Tél. 22945
Nous parlons français

DR A. CLERMONT

Dentiste
Docteur en chirurgie dentaire
230 Edif. Birk. Angle 104e rue et Jasper
Tél. 25638-Résid. 82113

DR E. BOISSONNEAU, B.L., M.D.

Médecin et chirurgien
Bureau, 324 Edifice Tegler
Edmonton Alberta
Résidence (21612)
Bureau

DR JOSEPH BOULANGER

Médecin-chirurgien
No 10018 102A avenue
Edifice Boulanger
(En face de l'école de la justice)
Tél. 23606

DR A. BLAIS

Médecin et Chirurgien
3e étage, Edifice Banque de Montréal
Angle 1ère rue et avenue Jasper
Tél. 24639

DR W. HAROLD BROWN

Médecin-chirurgien
Pratique limitée aux maux des yeux, oreilles, nez et gorge
No 32, 3e étage, Edifice Banque de Montréal
Edmonton, Alta. Tél. 21210

LA PARISIENNE DRUG CO., LTD.

Spécialité de produits français
Commandes par la poste
10524 ave Jasper Edmonton
Tél. 26374

J. ERLANGER

Ophtalmologiste
Spécialité: Examen des yeux Traitement de la vue. Ajustement de verres
303 Edif. Tegler Edmonton, Canada
Tél. 27463-Rés. 26587

North American Life—Une Compagnie Mutuelle

J. O. PILON
représentant
823-825 Edifice Tegler, Edmonton
Bureau, Tél.: 24268 Résid., Tél.: 26893

- Cartes d'Affaires -

"Votre satisfaction est notre succès"

Régulateur des montres pour le C.P.R.

IRVING KLINE

10123 101e rue, Edmonton, Alta. Tél.: 25264
Montres bracelet Bulova, Senator, 15 Joux
\$29.75 et \$34.75
Votre crédit est bon chez Irving Kline

P.-A. COLBERT

Bijoutier et orfèvre
Attention spéciale aux communautés religieuses
5814 avenue Jasper Tél. 24471

ALBERTA DECORATORS

J. et H. Thwaites
Peinture, Décoration, Papier peinture
10820 97e rue Edmonton, Alta. Tél. 22778

CAREY ELECTRIC

Entrepreneurs électriciens
Appareils électriques, Lampes à bridge et abat-jour
Tél. 22772 10048 109e rue

EDMONTON RUBBER STAMP

Co., Ltd.
Fabricants d'étampes en caoutchouc et de sceaux
10037 101A ave. Edmonton Tél. 26927

COUTTS MACHINERY CO., LTD.

Th. Coutts, gérant
Canadiens français venez me voir
10569 95e rue Edmonton Tél. 25723

Tél. 24702

Pour vos travaux d'impressions
Adressez-vous à
l'Imprimerie "La Survivance" Ltée
10010 109e rue

A LOUER

Vos poulets atteindront plus vite le stade de production si elles reçoivent "Capital Laying Mash" Demandez notre liste de prix complète, envoyée gratuitement sur demande Capital Seed & Poultry Supply 10189 99e rue, Edmonton. Tél. 21543

MACCOSHAM STORAGE & DISTRIBUTING CO., LTD.

Emmagasinement et transport
Camions spéciaux pour meubles
Tél. 26361 Edmonton, Alta.

WESTERN TRANSFER & STORAGE

Limited
Transport et emmagasinement
Déménagements: meubles, pianos, etc.
Transport à la campagne
Tél. 21528 Edmonton

H. E. PATENAUD

(Red & White)
11565 avenue Jasper Tél. 83234
Voir annonce dans quotidiens tous les Jours

J. CHRETIEN

Férentlantier couvreur
9831 100e rue, Edmonton Tél. 26467
Réparations de tout genre. Installation à l'air chaud. Couverture en gravats. Travail garanti.

NICHOLS BROTHERS

Machinistes
Fondeurs de cuivre et de fer
Manufacturiers de machines à mouline à soies
10103 95e rue Tél. 21861

A LOUER

A LOUER

